

CONSEILS POLITIQUES



TOWN HALL

# EXERCICES DE REFLEXION SUR L'AVENIR

## NOTE D'INFORMATION

*Redéfinir les finances et l'économie*

## EXERCICES DE REFLEXION SUR L'AVENIR

Les exercices de réflexion sur l'avenir, mandatés par les Conseils politiques de CGLU, sont un mécanisme pour contribuer au **déploiement du Pacte pour l'avenir**. Ils sont le point d'arrivée commun des Conseils politiques et des Town Halls actuels, s'appuyant sur les résultats des deux processus, le Congrès mondial de CGLU et le Séminaire de 2023. En même temps, ils sont un **point de départ commun** : ils représentent un espace de dialogue et de co-création dans lequel le leadership politique de CGLU, avec la société civile organisée et les partenaires articulés dans les Town Halls de CGLU, chercheront à atteindre des conclusions réelles et tangibles à travers des consultations tournées vers l'avenir autour de quatre points d'entrée pour déployer le Pacte pour l'avenir : **reconquérir les biens communs, redéfinir les finances, regagner la confiance et reconstruire l'architecture de la gouvernance**.

Les conclusions obtenues informeront les délibérations des instances statutaires de CGLU, contribuant ainsi au mandat politique du Pacte et à la feuille de route de notre Organisation mondiale. Ces délibérations éclaireront également la manière dont le Pacte pour l'avenir contribue à la révision de l'Agenda 2030 par l'Assemblée générale des Nations unies lors du Sommet sur les ODD, ainsi qu'au Sommet du futur de 2023, qui s'appuiera sur « Notre programme commun » du Secrétaire général et y contribuera.

### Exercice de réflexion sur l'avenir des finances et de l'économie

**Vendredi 5 mai à 15h00 CEST**

Veillez vous connecter à la réunion en [cliquant ici](#).

Identifiant : 823 3043 3662

Mot de passe : 331924

## 1. MISE EN SITUATION

Les finances sont le moyen de mettre en œuvre tout objectif que l'on se fixe. Assurer un financement durable est une condition nécessaire pour garantir nos moyens de subsistance et mettre en œuvre les agendas mondiaux afin d'apporter la transformation urgente, nécessaire pour faire face aux crises sociales, démocratiques, écologiques et autres, que traversent nos sociétés. Redéfinir les finances et l'économie exige d'**accroître les flux financiers, mais aussi de repenser les sources de revenus et l'allocation des ressources**. Des accords internationaux contraignants et une coopération fiscale efficace font partie des éléments nécessaires à la mise en place d'un **nouveau cadre financier international assorti de normes renforcées**, une fiscalité progressive et des mécanismes de péréquation au niveau national.

Tel qu'affirmé par le Secrétaire général des Nations unies, « il est temps de corriger un défaut flagrant dans la manière dont nous mesurons la prospérité et le progrès économiques », pour lesquels de **nouveaux indicateurs et mécanismes de suivi axés sur le bien-être devraient être mis en avant** et utilisés aux niveaux local et national. La définition du succès et du progrès, voire la possibilité de l'accès aux marchés et à l'aide internationale, ne peut continuer à dépendre uniquement d'un seuil qu'est le produit intérieur brut (PIB). **Encourager l'innovation financière et l'expérimentation est essentiel** pour aider à résoudre les insuffisances, les obstacles et les injustices du système actuel dans une perspective créative.

Notre interdépendance économique actuelle fragilise les économies de subsistance en menaçant notamment la souveraineté alimentaire, mais elle entrave également la résilience locale en cas de crise et appelle donc à une **reterritorialisation de nos économies et à une production plus résiliente des besoins fondamentaux et vitaux**. Afin de dynamiser nos territoires, les acteurs économiques locaux peuvent être soutenus par des politiques de soutien aux industries ou encore par les droits de douane, qui permettent également de renforcer les finances publiques. Les initiatives d'assistance technique peuvent aider à structurer et à préparer au mieux les projets et les investissements des acteurs du territoire, avec **un large éventail de partenaires potentiels dont le secteur public, les acteurs privés et les habitants eux-mêmes**. La mobilisation de capitaux privés est un moyen pragmatique de mettre l'argent nécessaire et manquant à disposition, à condition qu'il soit négocié dans des conditions équitables. Les banques de développement et les intermédiaires financiers peuvent élargir

leur offre de services pour renforcer les marchés financiers intérieurs, en particulier pour les gouvernements locaux et régionaux, et les aider à **exploiter des sources de revenus moins conventionnelles, à regrouper les projets et à faire recours au financement mixte**. Des pratiques budgétaires et financières innovantes sont en cours d'expérimentation, par exemple avec la budgétisation verte et sensible au genre ainsi que les taxonomies vertes. Ces **outils novateurs gagneraient à être institutionnalisés et à se faire connaître davantage** par le biais d'une communication plus poussée de la part de leurs auteurs.

Nous devons **veiller à ce que tout progrès soit au service de l'humanité** et, en ce sens, restreindre les lois de la concurrence à certains marchés réglementés et « décommodifier » les objets, les espaces et les pratiques liés aux besoins fondamentaux. Pour aller plus loin, nous proposons de **nous appuyer sur les progrès réalisés dans le cadre de l'économie sociale et solidaire** pour construire un système institutionnel, culturel et social dans lequel les services publics de base sont assurés en continu à travers une perspective féministe et avec une garantie d'accessibilité universelle. Tout type d'emploi, de modèle commercial et de marché public, en tant que composantes du système économique, peut contribuer à la transformation attendue si des normes sont fixés et les **standards rehaussés pour favoriser des investissements dans des infrastructures propres et sociales et vers des activités économiques de proximité, adaptées au contexte local et partant du terrain**. Il a été démontré que les politiques centrées sur les personnes réduisent les coûts, favorisent l'innovation des entreprises et améliorent la productivité. Les investisseurs sont appelés à se tourner vers des projets sociaux transformateurs qui placent les personnes et les droits humains au centre et prennent en compte les populations vulnérables, afin d'enrayer le creusement des inégalités.

Pour répondre à l'**appel du Secrétaire général des Nations unies à créer une économie mondiale qui serve à tout le monde** et pour déployer le Pacte pour l'avenir de l'humanité, les mécanismes financiers évoqués plus haut doivent continuer à être développés et évalués, pour établir la base de **notre nouveau contrat social qui prend soin de chaque personne et de la planète dans le cadre d'un partenariat avec les gouvernements**. Une véritable économie mondiale nécessite « un secteur public et des acteurs privés dotés des ressources nécessaires et qui comprennent qu'ils contribuent et profitent du bon fonctionnement des biens publics mondiaux ». L'objectif est de **promouvoir un système économique plus distributif et des pratiques financières et commerciales plus équitables** afin de

protéger et d'améliorer la fourniture de services locaux, de développer des infrastructures vertes et sociales et de réduire les inégalités sur l'ensemble du territoire.

## 2. DONNEES CLES ET DEFIS

Aujourd'hui, de nombreux obstacles entravent le fonctionnement efficace et inclusif des systèmes économiques et financiers actuels, tels que la **fragilité de l'architecture internationale de la dette**, l'**hyper-concentration de la richesse**, accentuée par l'évasion et les abus fiscaux, et la **gouvernance économique internationale peu démocratique**. Le modèle économique actuel contribue à accroître les inégalités de revenus, puisque **les 10 % les plus riches concentrent 52 % du revenu mondial**. En outre, la **financiarisation du foncier et du logement** a réduit la prépondérance de sa forte valeur d'usage pour les populations et a entraîné un nombre élevé d'expulsions et une **insécurité en matière d'habitat**, notamment dans les pays du Sud. Nous devons agir rapidement et mettre la gouvernance économique et financière sur la bonne voie afin de réduire les inégalités, apaiser les contestations sociales et surtout éviter des conséquences graves et coût humain élevé. Reformuler le problème peut nous aider à comprendre qu'il ne s'agit pas d'un manque de ressources, mais de leur distribution injuste et de leur utilisation inconsciente, qui, jusqu'à présent, n'ont pas assez pris en compte les besoins humains fondamentaux et les dépenses dans les infrastructures sociales.

Notre programme commun appelle à soutenir une **accélération de l'investissement dans le développement durable**, notamment par le biais d'une alliance pour atteindre les plus démunis et réaliser les objectifs de développement durable. Tous les acteurs devraient être mobilisés pour accroître les flux d'investissement afin de financer le développement durable et se préparer aux crises à venir. Les gouvernements locaux et régionaux sont les acteurs les plus proches du terrain qui peuvent **répondre aux besoins climatiques et sociaux avec le plus de précision, d'efficacité, de responsabilité et en rendant des comptes**, ce pour quoi ils ont besoin de capacités et d'un environnement favorable. En 2020, **les investissements des gouvernements locaux et régionaux représentaient 36,6 % du total des investissements publics** et leurs dépenses globales représentaient 21,5 % du total des dépenses publiques, selon une moyenne non pondérée pour 122 pays. Pour répondre à la crise écologique, il est essentiel de garantir des revenus stables pour tous les

niveaux de gouvernement dans le monde et de **mobiliser environ 4,5 billions dollars des États-Unis par an pour les investissements dans la finance urbaine pour le climat**. La collecte, l'analyse et la publication de données financières, depuis le niveau d'un projet jusqu'au niveau international, sont cruciales pour aider à canaliser les financements au bon endroit.

### 3. QUESTIONS GENERALES D'ORIENTATION

- Quels sont les outils budgétaires ou financiers innovants qui ont été mis en place avec succès et qui gagneraient à être partagés, institutionnalisés ou reproduits, et comment cette diffusion des meilleures pratiques pourrait-elle être accélérée ?
- Quels sont les critères les plus pertinents pour distinguer la proportion ou les secteurs de l'économie qui devraient être gérés par les règles du marché et des économies interconnectées, et ceux qui devraient être réglementés, reterritoriaux et protégés par l'économie sociale et solidaire, voire « décommodifiés » ?
- Quels sont les garanties, les mécanismes ou les processus qui peuvent amener les institutions financières et les investisseurs à soutenir en priorité les politiques centrées sur les droits humains et à investir dans des projets qui favorisent la proximité, promeuvent la transformation sociale et empêchent le creusement des inégalités en protégeant l'environnement et les populations vulnérables ?
- Quels sont les partenariats, les forums ou les espaces de prise de décision qui devraient être privilégiés ou construits pour que les gouvernements locaux et régionaux et leurs alliés aient une influence sur la redéfinition du système économique et financier mondial ?

## 4. ORDRE DU JOUR

### INTRODUCTION

*Par le Secrétariat mondial de CGLU*

### CONSULTATION INTERACTIVE

*Par le Secrétariat mondial de CGLU*

### POINT D'ENTRÉE

*Éléments de cadrage par **Michael Cohen**, The New School*

*Investissements centrés sur les personnes pour une fourniture durables de services publics de base universels et féministes (À confirmer)*

### CONTRIBUTIONS

**Cemal Baş**, Conseiller municipal, Keçiören, Turquie

**Gunn Marit Hegelsen**, Présidente, Association norvégienne des autorités locales et régionales (KS)

**Manuel Redaño González**, Directeur, Fonds andalou des municipalités pour la solidarité internationale

**Emil Dardak**, Vice-Gouverneur, Java oriental, Indonésie (À confirmer)

### IN FOCUS

**David Jackson**, Directeur, Finances pour le développement local, Fonds d'équipement des Nations unies (À confirmer)

### AGORA

## 5. RESSOURCES COMPLÉMENTAIRES

- CGLU, KNOW (2022). Trajectoires vers l'égalité urbaine et territoriale : stratégies locales de transformation pour lutter contre les inégalités. GOLD VI. <https://www.goldvi.uclg.org/en> (Rapport en anglais), [https://gold.uclg.org/sites/default/files/field-document/uclg-gold-vi\\_executive\\_summary\\_fr\\_web\\_final\\_dec.pdf](https://gold.uclg.org/sites/default/files/field-document/uclg-gold-vi_executive_summary_fr_web_final_dec.pdf) (Résumé exécutif en français)
- CGLU, OCDE (2022). Rapport de synthèse de l'Observatoire mondial sur les finances et l'investissement des collectivités territoriales. <http://www.sng-wofi.org> (Rapport en anglais), [https://www.sng-wofi.org/2022%20Highlights\\_FR.pdf](https://www.sng-wofi.org/2022%20Highlights_FR.pdf) (Principales conclusions en français)
- Barry Herman (2022). Les Nations unies devraient commencer à préparer la quatrième Conférence internationale sur le financement pour le développement. <https://www.un.org/development/desa/financing/sites/www.un.org.development.desa.financing/files/2022-10/Paper%20on%20FfD4%20conference%20corrected.pdf> (Article en anglais)
- Floater, G. et al (2017). Financer la transition urbaine : résumé pour les décideurs politiques. Coalition pour les transitions urbaines. [http://newclimateeconomy.report/workingpapers/wp-content/uploads/sites/5/2017/10/NCE2017\\_PolicyMakers\\_02012018.pdf](http://newclimateeconomy.report/workingpapers/wp-content/uploads/sites/5/2017/10/NCE2017_PolicyMakers_02012018.pdf) (Rapport en anglais)
- Mécanisme de la société civile pour le financement pour le développement (2023). Lettre adressée au Secrétaire général des Nations unies : Mise en œuvre de la résolution 77/244 de l'Assemblée générale des Nations unies. <https://csoforffd.org/2023/03/21/letter-to-un-secretary-general-implementation-of-un-general-assembly-resolution-77-244/> (Lettre en anglais)